RAPPORT IGAC – MCC
Vingt ans après: Bilan de l'application de la loi sur l'enseignement de la danse
Propositions d'évolution

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS

moderniser l'organisation de la formation au diplôme d'État (DE) de professeur de danse et l'adapter au contexte européen

- 1- réformer l'examen d'aptitude technique (EAT), pré-requis à l'entrée en formation
- 2- augmenter la durée réglementaire de la formation des 4 unités de valeur du DE, actuellement de 600h, à un volume de 1000 à 1200h sur deux ans, selon la pratique déjà le plus souvent en vigueur
- 3- décloisonner les apprentissages théoriques et pratiques en créant un cycle de perfectionnement danseur et en débutant la formation à la pédagogie dès la première année; ouvrir les programmes sur l'actualité de la danse
- 4- réévaluer les modalités de certification et introduire une part de contrôle continu
- 5- mettre en cohérence la formation au DE avec le dispositif d'enseignement supérieur européen LMD en l'organisant suivant le système d'accumulation de crédits (ECTS)
- 6- maintenir les formations de 200 ou 400h initialement prévues pour les danseurs professionnels et qui donnent globalement satisfaction. Par un amendement législatif étendre le bénéfice de l'obtention du DE de plein droit aux danseurs de Ballets non européens inscrits sur une liste établie par le ministère de la Culture

faciliter l'accès au diplôme et réduire les frais de scolarité à charge des étudiants

- 7- compléter la loi pour y introduire une disposition permettant de préparer le DE par la voie de la formation en alternance. Il s'agit, comme c'est le cas pour d'autres professions réglementées, de prévoir une dérogation temporaire à l'obligation de détention du diplôme pour être en situation d'enseigner la danse dans le cadre de l'apprentissage ou d'un contrat de professionnalisation.
- 8- réactiver la procédure d'accès au DE par la validation des acquis de l'expérience (VAE)

mieux faire appliquer la loi

- 9- entreprendre une campagne d'information pour rappeler aux collectivités territoriales, aux professionnels, aux employeurs et aux usagers les obligations de la loi relatives au diplôme et aux locaux d'enseignement. Développer cette information sur les sites publics régionaux (préfectures, DRAC, agences régionales).
- 10- inciter les collectivités publiques à porter attention au respect de la législation spécifique à la danse à l'occasion des demandes de subvention et sensibiliser les services de contrôle, notamment l'inspection du travail, à son application.
- 11- Adresser une circulaire sur l'information et le contrôle aux préfets.

consolider l'existence d'un réseau mixte de centres privés et publics de préparation au DE, facteur déterminant de l'application de la loi,

- 12- assurer une meilleure répartition de l'offre de formation en portant une attention prioritaire aux zones de l'Est et du Nord qui en sont dépourvues.
- 13- redéfinir les missions des centres publics de préparation au DE en revalorisant leur rôle de centre ressource au sein de leur territoire.

14- prendre en compte le rôle des centres privés dans la réforme des enseignements supérieurs du spectacle vivant par une disposition législative spécifique analogue à celle qui est applicable à l'enseignement supérieur relevant de l'éducation nationale (L.719-10 et L.613-7 du code de l'éducation).

15- fixer les conditions d'accueil des candidats ayant échoué à certaines épreuves du DE en leur assurant la possibilité de se représenter dans le centre où ils ont suivi leur formation.

préparer les conditions de la création d'un DE obligatoire à la danse hip hop en impliquant les professionnels concernés

16- engager, dans le cadre de structures « laboratoires », des expériences de DE « grandeur nature » pour alimenter un débat sur les objectifs professionnels, les méthodes pédagogiques et les moyens à mettre en oeuvre pour définir un parcours de certification adapté au contexte propre à la transmission du hip hop.

17- élaborer avec le CCN de La Rochelle dirigé par Kader Attou et le Centre de formation professionnelle pour interprètes hip-hop « Révolution » dirigé par Anthony Egéa les projets permettant d'engager ces expérimentations.

18- coordonner ces expérimentations avec le projet de formation au DNSP pour les danseurs hip-hop qui vient d'être confié par le ministère au CNSMD de Lyon et à Mourad Merzouki, directeur du CCN de Créteil et conseiller artistique du Pôle Pik.

19- créer un « conseil de la danse hip hop » dont la mission première consistera en l'étude du projet d'option hip hop du diplôme d'État pour cette nouvelle pratique de la danse. A cet effet, ce conseil, composé principalement de professionnels de la discipline, sera une instance d'observation des expérimentations. Il aura pour tâche d'en suivre les différentes étapes, d'en effectuer une analyse critique, d'en tirer les conclusions et d'élaborer un corpus écrit servant de base à un débat élargi à l'ensemble de la profession aboutissant à un projet de formation au DE.

20- confier au DEPS la réalisation d'une étude sociologique complète de l'ensemble de la population qui exerce des activités d'enseignement et/ou de transmission du hip hop en vue d'apporter des informations sur l'impact de la mise en place d'une réglementation de cet enseignement et de donner à la profession une image d'elle-même, de la manière dont elle assure la transmission de son art et de ses valeurs.

promouvoir des certifications professionnelles pour d'autres formes de danses

21- engager une dynamique de création de certificats de qualifications professionnelles (CQP) non obligatoires à l'initiative paritaire des branches professionnelles, notamment pour les danses de société.